

Afrique du Sud/Cent ans après la naissance de Mandela

Le pays rend hommage à " un géant de l'Histoire "

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

Marche symbolique conduite par sa veuve Graça Machel et forum sous la direction de l'ancien président américain Barack Obama étaient notamment au programme de ces commémorations.

L'AFRIQUE du Sud a salué hier l'héritage de Nelson Mandela, icône mondiale de la lutte contre l'apartheid qui aurait eu 100 ans ce 18 juillet, avec une marche symbolique conduite par sa veuve Graça Machel et un forum sous la direction de l'ancien président américain Barack Obama. Chaque année, le "Mandela Day", qui marque la naissance le 18 juillet 1918 de "Madiba", est célébré dans le monde entier. "Agissez, inspirez le changement, faites de chaque jour un jour Mandela", exhorte la fondation qui porte son nom. Mardi, dans un discours dans un stade de Johannesburg, point d'orgue des célébrations en hommage à "Madiba", Barack Obama a rappelé "la vague d'espoir qui avait déferlé dans le

monde" à la libération de Mandela le 2 février 1990, après vingt-sept années derrière les barreaux. Quatre ans plus tard, sans effusion de sang après des décennies d'un régime raciste blanc, Mandela devenait le premier président noir de l'Afrique du Sud, poste qu'il a occupé jusqu'en 1999.

"Grâce à son sacrifice et son leadership résolu, et peut-être encore plus grâce à son exemple moral, Mandela (...) a personnalisé les aspirations des personnes dépossédées", a lancé Barack Obama dans un vibrant hommage à un "géant de l'Histoire", devant quelque 15 000 personnes.

Il "nous montre à nous qui croyons en la liberté et la démocratie que nous allons devoir nous battre encore plus pour réduire la pauvreté", a-t-il ajouté.

L'Afrique du Sud, première puissance industrielle du continent africain, est aujourd'hui le pays le plus inégalitaire au monde, selon la Banque mondiale. **NOUVEAUX BILLETS.** Toute la nation s'est mise cette année à l'heure Mandela, avec spectacles, expositions, compétitions sportives et publication de livres. Son visage souriant illumine aussi de nouveaux



Photo : AFP

Parmi les hommages rendus à Nelson Mandela, celui de l'ancien président américain Barack Obama, qui a salué la mémoire d'un "géant de l'Histoire".

billets. Graça Machel, troisième et dernière épouse de Nelson Mandela, décédé en 2013, devait conduire hier une marche à Johannesburg jusqu'à la Cour constitutionnelle, lieu hautement symbolique, synonyme de l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud en 1994.

De son côté, Barack Obama devait s'exprimer devant quelque 200 jeunes lors d'une formation de leadership organisée par sa fondation à Johannesburg. La veille, il a dénoncé un monde plongé dans "une période étrange et incertaine", lors d'un discours ponctué d'attaques à mots couverts contre son suc-

cesseur Donald Trump qu'il a cependant pris soin de ne pas nommer. Il a mis en garde contre "la politique de la peur" conduite par des dirigeants qui méprisent les "faits" et énoncent des mensonges "sans la moindre honte". Il s'en est aussi pris aux climatosceptiques, aux politiques d'immigration basées sur la race et la religion et aux leaders "autoritaires".

"TERRE PROMISE" Le président sud-africain Cyril Ramaphosa, protégé de Nelson Mandela, a célébré l'évènement dans le village natal de "Madiba" à Mvezo, dans la province du Cap oriental (sud-est), avec l'inauguration d'une cli-

nique et la distribution de couvertures.

Mandela "nous a conduits depuis la sauvagerie du conflit et de l'oppression vers la terre promise, une terre de liberté, démocratie et égalité", a-t-il salué.

Mais un quart de siècle après la chute de l'apartheid, la pauvreté persiste en Afrique du Sud, l'économie patine et le racisme y attise toujours les tensions. Certains mettent en cause les successeurs de "Madiba" et la corruption qui a gagné le plus haut sommet de l'Etat, notamment sous la présidence de Jacob Zuma (2009-2018).

D'autres, plus rares, vont jusqu'à le traiter de "vendu" à la minorité blanche, qui détient toujours l'essentiel des leviers économiques du pays.

Une des petites-filles de Nelson Mandela, Ndileka Mandela, s'est indignée hier de ces prises de position.

"C'est vraiment dégueulasse, surtout au vu des sacrifices qu'il a faits", a-t-elle estimé. "Je pense que lorsque des gens ne parviennent pas à résoudre leurs problèmes, ils s'en prennent à lui parce qu'il n'est plus là pour se défendre."

L'Afrique en bref

• **Ethiopie-Erythrée/Diplomatie.** Premier vol commercial Addis Abeba-Asmara



Photo : AFP

Le premier vol commercial en vingt ans entre l'Ethiopie et l'Erythrée a relié hier Addis Abeba à Asmara, nouvelle étape de la réconciliation spectaculaire en cours entre les anciens ennemis de la Corne de l'Afrique.

• **RDCongo/Politique.** Le Parlement convoqué en congrès

L'Assemblée nationale et le Sénat congolais sont convoqués en congrès ce jeudi pour suivre un message à la nation du président Joseph Kabila, à six jours du dépôt des candidatures à la présidentielle à laquelle il ne peut se représenter, selon une décision des deux chambres.

• **Soudan du Sud/Conflit.** Signature d'un accord "préliminaire" de partage du pouvoir

Le gouvernement et les rebelles du Soudan du Sud, enfoncé dans une guerre civile, doivent signer ce jeudi un accord "préliminaire" de partage du pouvoir qui sera suivi d'un accord définitif le 26 juillet, ont annoncé mardi les autorités du Soudan voisin.

Sénégal/Politique

La justice rejette la demande de libération du maire de Dakar



Photo : AFP / L'Union

Le maire de Dakar, Khalifa Sall, devrait rester en prison au terme du rejet par la Cour d'appel de sa demande de remise en liberté.

AFP

Dakar/Sénégal

Khalifa Sall avait été condamné en mars à 5 ans de prison.

LA Cour d'appel de Dakar a rejeté hier la demande de remise en liberté du maire de la capitale, Khalifa Sall, condamné pour détournements de fonds publics, présentée par la défense sur la base d'une décision d'une juridiction ouest-africaine. La Cour "rejette les demandes de nullité de la procédure et de libération d'office de Khalifa Sall",

condamné en mars à cinq ans de prison, a déclaré son président Demba Kandji en ouverture d'une audience très attendue au Sénégal.

Le président a fait expulser le public de la salle à la suite de manifestations de désapprobation de l'assistance, dont des huées de partisans du maire de Dakar, un opposant au président Macky Sall.

La défense avait justifié sa demande d'annulation de la procédure et de remise en liberté de Khalifa Sall par un arrêt rendu le 29 juin par la Cour de justice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Cette juridiction commu-

nautaire a considéré que ses droits, notamment à la présomption d'innocence et à un procès équitable, "ont été violés" et jugé "arbitraire" sa détention entre la validation en août 2017 de son élection comme député, et la levée de son immunité parlementaire en novembre.

Selon la défense, cet arrêt, qui condamne en outre l'Etat sénégalais à des réparations de 35 millions de francs s'impose à la justice sénégalaise et annule la condamnation. Le président de la Cour d'appel a toutefois déclaré que "les arrêts rendus par la Cour de la Cédéao n'impactent pas

les procédures pendantes" devant les juridictions nationales. "La Cour communautaire n'est pas une cour suprême" habilitée à casser les décisions des juridictions nationales, a-t-il ajouté.

Avec sept de ses collaborateurs, Khalifa Sall a été condamné en première instance pour "escroquerie portant sur des fonds publics" et "faux en écriture", pour le détournement d'environ 2,5 millions d'euros (1,6 milliard de francs) prélevés entre 2011 et 2015 sur les caisses de la Ville de Dakar.

Le directeur administratif et financier de la Ville, Mbaye

Touré, et un autre responsable du budget, Yaya Bodian, ont également été condamnés à cinq ans de prison, deux autres agents municipaux à un an et une secrétaire de M. Sall à six mois, tandis que deux percepteurs étaient acquittés.

Maire de Dakar depuis 2009, Khalifa Sall, dissident du Parti socialiste (PS) et de la majorité présidentielle, affirme que les poursuites judiciaires à son encontre visent à l'empêcher de se présenter à la présidentielle de 2019, ce que démentent les responsables de la majorité.

C'est arrivé...

" Deschamps Elysées " : le métro parisien célèbre la victoire des Bleus

"BERCY les Bleus" ou "Deschamps Elysées - Clémenceau" : le métro parisien célébrait lundi les footballeurs français devenus champions du monde en renommant six stations de métro en hommage aux vainqueurs. La station Avron a ainsi pris le nom de "Nous Avron Gagné", Charles de Gaulle - Etoile s'est transformée en "On a 2 Étoiles" et Victor Hugo est devenue "Victor Hugo Lloris" du nom du gardien de but des Bleus. Bercy s'appelait "Bercy les Bleus", alors que le sélectionneur Didier Deschamps, qui avait

déjà remporté la Coupe du monde en tant que joueur en 1998, était doublement à la fête avec deux stations rebaptisées à sa gloire: Notre-Dame des Champs devenue "Notre Didier Deschamps" et Champs-Elysées - Clémenceau renommée "Deschamps Elysées - Clémenceau".

Ces six nominations exceptionnelles représentent "autant de clins d'œil aux champions du monde français", a expliqué la régie des transports parisiens RATP.

... à Paris (France)

A travers le monde

• **Chypre/Migrants.** Au moins 19 morts dans un naufrage

Au moins 19 personnes sont mortes et une trentaine sont portées disparues après le naufrage hier au large de Chypre-Nord d'une embarcation transportant des migrants, ont indiqué les forces de sécurité locales.

• **Etats-Unis/Diplomatie.** Trump insiste sur le "succès" du sommet avec Poutine

Donald Trump a de nouveau insisté hier sur le "succès" de son sommet avec Vladimir Poutine, après être revenu la veille sur des propos qui avaient scandalisé la classe politique américaine car semblant mettre en doute l'ingérence russe dans l'élection américaine de 2016.

• **Turquie/Justice.** Ankara maintient en détention le pasteur américain Brunson

Un tribunal turc a ordonné hier le maintien en détention préventive du pasteur américain Andrew Brunson, jugé pour "terrorisme" dans une affaire qui empêche les rapports entre Ankara et Washington.